

le tricycle

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

“Je suis content de mon travail!” -le recteur Dorais

Le défi est relevé.

L'UQAM existe. “L'UQAM existe encore!” précise-t-il en riant.

Léo-A. Dorais, recteur pionnier de l'UQAM, peut enfin respirer. Au terme de son mandat, il cède la place. Content, mais non sans quelque regret. Ces cinq dernières années ne lui ont pas seulement ajouté du gris au menton. Elles l'ont profondément marqué.

Une succession de défis

Au cours de l'entrevue qu'il accordait au Tricycle, il y a quelques jours, le recteur sortant évoquait, avec peut-être un brin de nostalgie, les difficultés “de gestation et de croissance” de l'UQAM. Difficultés qui représentaient pour lui autant de défis.

“D'abord, dit-il, rappelons que l'UQAM a été créée en 1969. Un an après 1968, année de la contestation globale. Des courants d'idées circulaient encore, selon lesquelles l'Université était devenue une réalité périmée. Sur le plan intellectuel, le premier défi consistait à concevoir quelque chose de neuf, une université nouvelle, au moment où nombreux étaient ceux qui proclamaient que l'Université, comme institution, était morte.”

Le facteur temps n'allait certes pas arranger les choses. Nommé en avril 1969, le recteur Dorais se devait d'accomplir en cinq mois ce que d'autres ont mis plusieurs années à réaliser: “partir” une université. Dès septembre de la même année, en effet, l'UQAM ouvrait ses portes à quelque 5,000 étudiants à qui elle pouvait offrir une trentaine de programmes et les services d'environ 300 professeurs. M. Dorais rit encore en se rappelant une rencontre qu'il avait eue avec un banquier durant cette période mouvementée:

“Nous ne disposions pas encore du budget promis par Québec. Le vice-recteur aux finances, Luc Bernier, et moi désirions emprunter un million de dollars pour faire démarrer les choses. Le banquier nous a consenti ce prêt... contre l'énorme garantie que représentaient nos deux automobiles! Il a fallu discuter un peu, bien sûr...”

Le troisième défi, et pas le moindre, était de regrouper en un tout plusieurs institutions déjà existantes. Lesquelles avaient leurs traditions particulières, leurs façons de voir et de penser différentes, et de plus, étaient géographiquement dispersées.

En corollaire à cette tâche, il y avait le cinquième défi, sans doute le plus difficile à relever: essayer de faire un tri dans ces divers éléments qui devaient, réunis, constituer l'UQAM, de façon à obtenir et à maintenir un calibre universitaire.

“Seulement au niveau de l'équipement scientifique, l'UQAM a fait un bon bout de chemin depuis le temps des anciens laboratoires de physique installés dans le vieux Sainte-Marie et dont les balances de précision sautaient chaque fois qu'un autobus passait sur Bleury!”

S'accommoder des locaux disponibles, équiper, construire, agrandir, innover, inventer, structurer, planifier, voici des verbes qui ont un sens bien précis dans le vocabulaire du recteur Dorais. Ils réfèrent directement à des actions posées, à des réalisations concrètes.

Un actif déjà intéressant

Au chapitre des réalisations, M. Dorais note en tout premier plan la reconnaissance de l'UQAM comme université à part entière.

“C'est un enfant en bonne santé, dit-il. Qui a bien survécu aux maladies juvéniles courantes. Il nous a fallu combattre énergiquement les idées développées par les autres universités (concurrents inquiets, au début), voulant que cette deuxième université francophone à Montréal, souhaitée théoriquement, ne soit qu'une institution complémentaire, subordonnée, de seconde zone. L'UQAM, si elle devait être, devait être une vraie université.”

Et l'UQAM devint une vraie université.

“En termes de baseball, on pourrait même dire que nous avons la meilleure moyenne au bâton en ce qui touche le nombre de programmes présentés et acceptés par les instances supérieures. Ne soyons pas trop modestes en ce domaine, puisque nous avons, à l'UQAM, refusé des programmes (offerts ailleurs) parce qu'ils ne répondaient pas à nos critères d'excellence.”

La création de centres de recherche par l'UQAM est une autre attestation du fait qu'elle est devenue une université à part entière. Et une autre réalisation importante de l'administration Dorais.

“Ensuite, il nous a fallu régler les difficultés de vivre dans des locaux séparés. L'acquisition du pavillon des Sciences et l'installation de la nouvelle bibliothèque ne sont que deux exemples des solutions apportées à ces problèmes.”

Sur le plan proprement universitaire, M. Dorais cite, parmi ses réalisations, le plan de développement quinquennal (71-75) encore en application à l'UQAM.

Et il ne mentionne qu'en tout dernier lieu, la conception et les étapes préliminaires de la construction du nouveau campus de l'UQAM au centre-ville. Ce nouveau campus qui lui tient tant à cœur.

“Pour moi, avoue-t-il, ce campus n'est pas seulement une affaire de briques. Je suis très intéressé, très curieux même, de voir comment la vie universitaire va y fonctionner. L'interdisciplinarité des programmes commande logiquement l'interdisciplinarité des professeurs. Aussi le campus doit-il fournir cet encadrement contrôlé dont professeurs et étudiants ont besoin.”

Une pause. Le temps de rallumer sa pipe. Et il poursuit:

“On accorde beaucoup trop de temps à accumuler des connaissances durant ses années d'université. Et beaucoup trop peu de temps à digérer ces connaissances. A mon avis, la taverne a toujours été excellente pour favoriser l'assimilation essentielle des idées et, en réalité, elle est un bon complément à la salle de cours ou au laboratoire. Un campus, comme je le vois, doit être un grand forum d'expression, une agora, une place où les gens se retrouvent, peuvent échanger et confronter leurs idées. Et c'est dans cette perspective que le nouveau campus a été conçu. Pour que la digestion des connaissances se fasse aussi bien que l'ingestion.”

Un rôle exigeant

Comment voit-il la tâche qui attend son successeur?

“Il reste encore des problèmes fondamentaux à résoudre, répond M. Dorais. Parmi lesquels, on peut mentionner la détermination des zones de compétence relatives au siège social et aux constituantes de l'Université du Québec. Les constituantes possèdent, chacune, son conseil d'administration, et il est normal qu'elles puissent établir leurs réglementations particulières. D'autre part, l'Assemblée des gouverneurs a ses prérogatives. Il lui appartient de statuer sur les règlements généraux encadrant les constituantes. Il s'agit maintenant de savoir à quel degré de “généralité” établir les règlements généraux...”

“Mon successeur devra encore établir de grandes politiques. La notion du professeur interdisciplinaire reste à inventer et la définition des secteurs d'intérêt de l'UQAM est tout juste amorcée.”

“On peut également parler, pourquoi pas, des difficultés financières qui attendent le prochain recteur. L'administration du budget de l'UQAM n'est pas une sinécure. Je dirais même qu'elle a été un véritable cauchemar au cours des cinq dernières années! Et si nous sommes parvenus à faire balancer ce budget, ce fut au prix de bien des efforts et parfois d'importants sacrifices.”

Quels sont, à son avis, les critères de sélection qui devraient présider au choix d'un nouveau recteur?

“Il faut qu'il ait d'abord une santé de bœuf! affirme M. Dorais. Car la fonction est très dure physiquement. Il doit aussi être capable, et ceci me paraît de première importance, de faire une distinction bien nette entre sa vie personnelle et sa vie professionnelle. Sur le plan administratif, il doit pouvoir faire confiance aux autres officiers de l'université. Ceci, par la force des choses, car il lui est absolument impossible de tout contrôler. Ensuite parce qu'une administration “relaxe”, qui tient davantage compte des hommes que des choses, a plus de chances de succès, surtout en milieu universitaire. Un recteur doit, en outre, être accessible. Et enfin, il lui faut tenter de résoudre les problèmes qui se posent aujourd'hui dans une perspective, c'est-à-dire en pensant l'université d'aujourd'hui comme elle sera dans dix ans. C'est peut-être là la plus grande difficulté, car le quotidien est souvent très exigeant.”

Et maintenant...

Titulaire d'une bourse de travail libre du Conseil des Arts du Canada, M. Dorais projette de passer un an en Suisse, à Lausanne.

“Le fait que j'aie pu obtenir cette bourse m'a prouvé une chose: je suis capable d'écrire au moins un projet de recherche!” lance-t-il à la blague.

Auparavant, il présidera le 18ème Congrès international de Psychologie qui rassemblera à Montréal des centaines d'universitaires et de spécialistes, l'été prochain.

Mais, pour l'instant, il ressent surtout un grand besoin de récupérer physiquement, intellectuellement et socialement.

“Le métier que j'ai fait est très desséchant, dit-il. Je crois que je vais enfin pouvoir me permettre de faire des choses que j'aime et que je n'ai pas eu le loisir de faire au cours des dernières années: aller au cinéma, lire de la poésie, faire des lectures spontanées (pour le seul plaisir), avoir des contacts plus fréquents avec mes amis. Et compenser auprès de ma famille pour le temps dont j'ai dû la priver.”

A long terme, le recteur sortant, qui assure n'être “pas très ambitieux”, se voit assez bien dans la peau d'un représentant du monde universitaire canadien à l'étranger. Il reviendrait volontiers aussi à l'enseignement. La politique? Comme telle, elle ne le séduit pas, non plus que le haut fonctionariat. En bon politicien, il s'esquive en disant: “un seul poste m'intéresserait en politique et c'est celui de premier ministre, mais il n'offre pas beaucoup d'avancement!”

Un message d'adieu

Léo A. Dorais est probablement le recteur d'université qui a le plus parlé de la nécessité et de l'importance de la “participation” en milieu universitaire, au cours des dernières années. Mais cette participation devra toujours, dans son esprit, s'inscrire dans un climat de dialogue intelligent et de respect des autres.

“Je ne me suis choqué vraiment qu'une seule fois durant mon mandat, dit-il. Une seule chose m'a rendu furieux et c'est l'occupation de mon bureau par un groupe de jeunes qui n'étaient pas même des étudiants de l'UQAM, puisqu'ils n'étaient pas admis en sciences juridiques. On brimait une personne dans ses droits les plus fondamentaux. On n'avait pas compris en quoi consiste un vrai dialogue. Pour moi, ce fut un échec que de constater cela. Et, si j'ai un message à livrer à la communauté universitaire, c'est le suivant:

“Je souhaite ardemment que la qualité du dialogue s'améliore dans cette maison. Trop peu de gens acceptent de dialoguer dans le respect de l'autre. Il faut que tout le monde à l'UQAM comprenne que la diversité idéologique est le propre de l'université, puisqu'il y aurait un danger certain à ce qu'un seul style de pensée ne soit perpétué. Il est donc normal et souhaitable que, dans un tel milieu, des idées plus avancées soient émises et discutées. Ce qui n'est pas normal, par contre, c'est de se servir de l'université pour imposer ces idées!”

Ceci dit, M. Dorais est heureux de l'expérience de ces cinq années passées à bâtir l'UQAM. “Elles m'ont beaucoup apporté et, en toute modestie, je suis content de mon travail. Vis-à-vis de moi-même, cependant, je me devais de respecter cet engagement que j'avais pris, il y a déjà longtemps, de ne jamais rester trop longtemps à un poste. Une période de cinq ans m'apparaît suffisante pour qu'un homme puisse donner ce qu'il a de neuf à donner. Je pars donc. Mais, pour moi, il n'est pas encore question de retraite.”

Huguette Roberge.



Après des études collégiales au Collège Grasset, M. Dorais a obtenu une Licence en psychologie à l'Université de Montréal. Il obtient en 1962 le grade de “Master of Business Administration” (M.B.A.) de l'Université de Chicago et en 1964 un Ph. D. “Educational Administration” de la même université.

Directeur du Service d'éducation permanente de l'Université de Montréal de 1967 à 1969 M. Léo Dorais a occupé auparavant plusieurs postes d'enseignement dans cette même université. Il fut successivement chargé d'enseignement, assistant-professeur et secrétaire de l'Institut supérieur d'administration hospitalière. L'Université de Montréal lui permit, en 1964-1965, d'occuper le poste de directeur associé du Service des audiences de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, puis en 1968 celui de coordonnateur du Comité pour l'élaboration d'un système informatique pour la gestion des universités (CESIGU) du ministère de l'Éducation. Il a été membre du premier Conseil de la Compagnie des jeunes Canadiens, de même que du Conseil Canadien de développement rural.

Commentateur à la radio et à la télévi-

sion de questions portant sur l'éducation, M. Dorais a aussi été chargé d'un cours de psychologie à l'École des Hautes Études Commerciales et professeur agrégé à la Faculté des Sciences de l'Éducation. Il a également été vice-président de la Société de mathématiques appliquées de 1965 à 1967, et membre du Conseil d'administration de la Corporation des psychologues de la Province de Québec.

Le premier recteur de l'Université du Québec à Montréal nommé en avril 1969, auteur de plusieurs publications sur des questions pédagogiques, a été membre du Comité du plan de développement de l'Institut de recherche pédagogique du ministère de l'Éducation, de la Canadian Industrial Trainers' Association, de l'Institut canadien d'éducation des adultes et du Musée des Beaux-Arts de Montréal. Il a été également secrétaire de l'Association canadienne des divisions d'éducation des adultes des universités de langue française.

Il est actuellement membre du Conseil d'administration de Radio-Québec (ORTQ).

M. Léo A. Dorais, est né en 1929. Il est marié et père de quatre enfants.

Des manuels français pour les étudiants en administration

Il existe une légende qui veut que les seuls manuels valables en administration soient en exclusivité des manuels rédigés en langue anglaise et généralement publiés par des maisons d'édition américaines. Cette légende est due surtout au fait que les professeurs ayant complété leurs études dans des universités de langue anglaise ou même de langue française ont puisé leurs connaissances dans des manuels, revues, et documentations d'auteurs américains. Si l'on se donne la peine de chercher un peu, on fera l'agréable découverte de plusieurs maisons d'édition qui publient des traductions de grands maîtres américains et y ajoutent des expériences européennes par surcroît. Il suffira de mentionner les Editions de l'Organisation, les Editions de l'Entreprise Moderne, les collections "Homme et Technique" et la collection Cadreco (Sciences Humaines). Les éditions Dunod sur "La vie de l'entreprise" et sur l'Organisation des Sciences Humaines, et enfin la série de séminaires de Roger Mucchielli sur la "Formation permanente en Sciences Humaines".

Dans l'ensemble de ces publications, on retrouvera en langue française le répertoire des oeuvres de Peter Drucker, de Blake et Mouton, de Saul Gellerman, Douglas Mc Gregor, Edgar S. Schein, Harold J. Leavitt, Alfred A. Chandler, etc. etc.

On pourra retrouver les maîtres français Henri Fayol, Fernand Bouquerel, Francis Baud, Jean de Maisonrouve et Henri Stoezel.

Ajoutons quelques manuels canadiens édités aux presses de l'Université du Québec, aux éditions de l'ARC et aux presses de l'Université de Montréal; il faudrait également signaler un répertoire de lectures en administration choisies par Peter Drucker et édité aux éditions de l'Organisation sous le titre de "La formation des dirigeants de l'entreprise", dans la même collection "La

grande Mutation" de Peter Drucker qui donne une perspective des dirigeants d'entreprise dans les années 80. Cette forte documentation avec quelques adaptations au milieu canadien, voire québécois, est d'une valeur inestimable. Il est vrai que parfois le texte français est un peu lourd, mais combien plus accessible aux étudiants que le jargon américain; que par ailleurs les traductions suivent de quelques années les écrits originaux. Toutefois, ne nous faisons

pas d'illusions puisque aux Etats-Unis, au Canada et en Europe les idées sont toujours en avance sur les réalités, et du fait que l'Université du Québec s'intéresse surtout à la moyenne et petite entreprise, les grandes théories américaines peuvent toujours faire leur chemin à travers la grande entreprise et se roder pour permettre au milieu québécois de départager l'idéal de la réalité.

Pour donner à nos étudiants des ma-

nuels authentiquement québécois, il faudrait:

- 1- créer un répertoire de cas ou de situations du milieu industriel et commercial canadien ou québécois.
- 2- que les professeurs expérimentés prennent quelque temps pour ordonner leurs notes et les transformer en manuels pratiques.
- 3- secouer quelque peu notre paresse intellectuelle et faire oeuvre de créativité, sachant que les ressources sont à l'intérieur de nous-mêmes.
- 4- sacrifier quelques bénéfices et consacrer du temps à la rédaction, les recherches et le développement de travaux toujours commencés, mais jamais finis. (Tout professeur garde en lui un manuel qu'il lui tarde d'écrire).
- 5- obtenir de diverses sources, Conseil des arts, Office de la langue française, services fédéral et provincial, des bourses permettant aux enseignants universitaires de donner un temps valable à la tâche mentionnée plus haut.

Au département d'administration, il souffle présentement un vent propice à la publication. Déjà, quelques confrères ont publié quelques manuels aux éditions des Presses de l'Université du Québec ou aux éditions du Jour. Il ne faudrait pas ralentir cet élan. Pour notre part nous sommes prêts à offrir de nos expériences en personnel et en comportement entre deux couverts cartonnés ou simplement de "Paper Back" (brochure).

N.B.: Une exposition de manuels français est prévue en avril à l'UQAM. Sûrement, il y aura des trouvailles.

Jean-Louis Houle,
professeur

Editions de l'entreprise moderne
Les cadres supérieurs dans l'entreprise, R. Alusson
Les stratégies d'innovation dans l'entreprise, Bernard De Cagny

Hommes — Techniques
*Psychologie et organisations, ed. H. Schein
*Psychologie sociale de l'organisation industrielle, A.S. Tannenbaum
*Psychologie des fonctions de direction, H. S. Leavitt
*Prise collective de décisions et direction des groupes, Norman R.F. Maier

Cadreco (Sciences Humaines) E.M.E.
Motivation — Comportement individuels dans l'entreprise
*Le travail et la nature de l'homme, Francis Baud, F. Hersberg
*Le savoir diriger, Pierre Baruzi

Les éditions de l'Organisation
*La pratique de la direction des entreprises, Peter Drucker
*La grande mutation, Peter Drucker
*La formation des dirigeants d'entreprise, Peter Drucker
*Stratégies et structures de l'entreprise, Alfred D. Chandler
*Les deux dimensions du management, Blake & Mouton

Les éditions A.R.C. (Canada)
La direction du personnel, Lucien Albert & Cie

Le ressourcement humain, P. Simon
Interrelations humaines, Albert & Simon

Les éditions de l'I.F.G. (Institut formation par le groupe)

Changement planifié et développement des organisations (Théorie & pratique), Tessier Teller et al.
Leadership, autorité et animation de groupe, Tessier — Teller

Les entreprises modernes d'édition
Politique et technique de direction du personnel, Jean Diverrez

Dunod
Collection — La vie de l'entreprise (100 titres et plus)
Collection — Organisation & Sciences Humaines (30 titres)
Traduction de Rogers (Carl), Rapport A.)
Collection "Marketing", Whitelaw, Gordon Wills, C.P.A. (10 cas vivants)
Administration générale et industrielle, Henri Fayol

Marabout
Collection — Universités (Psychologie plus)
Collection — Services, Maier et al., Taylor

Gauthier — Villars
*La dimension humaine de l'entreprise, Douglas Mc Gregor

*Les titres ainsi marqués sont des traductions de l'américain

Session régulière d'été sur le terrain en biologie (écologie)

Pour la troisième année, le département des sciences biologiques de l'UQAM offrira cet été une session régulière de douze semaines aux étudiants arrivés à l'étape terminale du programme de baccalauréat spécialisé en biologie, option écologie. L'été dernier, 16 étudiants avaient suivi cette session obligatoire sur le terrain. Cet été, ils seront 23 à compléter au coeur de la nature leur troisième année de baccalauréat.

Cette session spéciale débutera dès la fin de mai. Spéciale, d'abord parce qu'il s'agit bien d'une session régulière, et non d'un stage ou d'une simple mission sur le terrain. Spéciale aussi, parce qu'elle est une initiative unique au Québec.

"En effet, explique M. Claude Hamel, directeur du module de biologie à l'UQAM, cette session régulière d'été comble une lacune importante dans les programmes qui sont offerts au Québec. Les cours que nous avons inscrits au programme de cette session sont dispensés en classe, dans les autres universités. Nous avons constaté depuis deux ans que, suivis en pleine nature, ils donnaient des résultats beaucoup plus intéressants, du fait surtout qu'ils procurent aux étudiants une formation plus pratique en leur permettant un contact direct avec la réalité de la nature qui est le Laboratoire par excellence."

Les six cours de la session d'été sont ceux d'ichtyologie, d'ornithologie, de limnologie, d'écologie végétale, d'écologie animale et de pédologie. Ils sont conçus pour se donner sur le terrain et comportent des excursions, des travaux d'observation, d'échantillonnage etc.

Les étudiants sont encadrés par quatre des professeurs du département des sciences biologiques, un des sciences de la terre et un chargé de cours. Chacun des enseignants bénéficie pour cette occasion d'un horaire concentré de deux semaines.

"En plus des facilités que nous offrent les installations du site que nous louons, précise M. Hamel, nous disposons d'un équipement adéquat et de premier ordre. En effet, nous sommes très favorisés en ce domaine, le département et l'Université ayant consenti des investissements importants pour acquérir le matériel dont nous avons besoin pour cette session, depuis la camionnette familiale, jusqu'aux appareils de précision (échantillonnage, photo-interprétation etc.), en incluant des chaloupes motorisées, une remorque, des filets de pêche, des filets d'oiseaux etc."

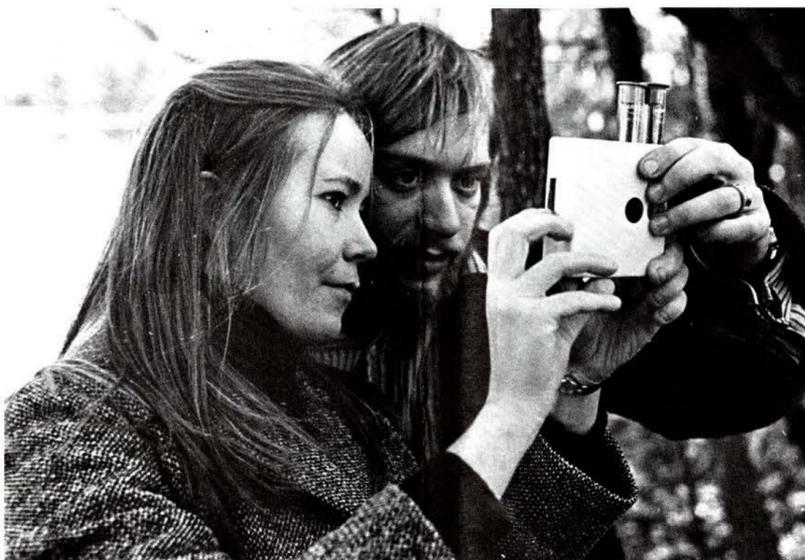
Pour les étudiants, les semaines sont dures. Neuf heures de travail intensif, chaque jour, et parfois davantage, puisque certains échantillonnages doivent être faits durant la nuit. Pourtant, il règne à la station d'été un climat extraordinaire.

"Les étudiants sont très motivés. Plus ils travaillent et plus ils semblent apprécier

cette expérience. Il faut ajouter que l'intensité du travail n'exclut pas les possibilités de détente: natation, sports en plein air, jeux d'intérieur etc."

La session d'été en biologie/écologie de l'UQAM suscite un intérêt de plus en plus grand dans le milieu universitaire. Plusieurs demandes d'inscription sont parvenues au département des sciences biologiques, venant d'étudiants de l'Université de Montréal, de l'Université Sir George Williams, et de d'autres modules de l'UQAM.

"Malheureusement, déplore Claude Hamel, nous avons dû refuser ces demandes à cause d'une capacité d'accueil limitée, de la structure même des cours et de l'encadrement professoral à assurer."



Au cours de la session d'été, les étudiants sont confrontés avec la réalité de la nature, le "Laboratoire" par excellence. Ici, deux étudiants de troisième année procèdent à une vérification de la qualité de l'eau.

Un projet à suivre

"Il est certain que la profession de biologiste est appelée à connaître un grand essor au cours des prochaines années, poursuit M. Hamel. Les besoins sont de plus en plus importants au Québec pour des biologistes, et en particulier pour des biologistes de terrain qui devront chercher et proposer des solutions aux problèmes de la pollution, à ceux de l'aménagement d'espaces verts etc. La population devient d'ailleurs sensibilisée à l'urgence de ces problèmes. L'intérêt des jeunes pour ces questions est aussi remarquable et le nombre élevé des demandes d'inscription le prouve hors de tout doute. On ne peut dire cependant que le marché soit saturé dans notre discipline. Di-

sons plutôt qu'il est ouvert à des débouchés qui surgiront d'autant plus nombreux que la population, consciente des problèmes, exercera des pressions sur les gouvernements qui sont les principaux employeurs de biologistes."

Le nombre d'étudiants en cours de formation dans l'option écologie pose le problème des locaux pour la session d'été, problème dont l'administration de l'UQAM a déjà été saisie.

"L'an prochain, assure M. Hamel, le nombre d'inscrits aura doublé. Et si on veut leur donner une formation de qualité, il faudra songer à se doter de locaux adéquats. L'UQAM devra sans doute se donner éventuellement une station bien à elle. Aussi

mettons-nous de l'avant l'idée d'acquiescer un site qui nous rapprocherait de l'Estrie, en raison surtout de l'accessibilité plus grande, du fait que cette région est plus intéressante quant au peuplement et à l'écologie générale et que les moustiques y sont moins agressifs... Cette mesure présenterait, entre autres, l'avantage de décongestionner durant toute l'année les locaux déjà restreints du pavillon des sciences. Une telle station pourrait en outre servir non seulement aux étudiants et aux chercheurs en biologie, mais également à ceux des sciences connexes: géographie, sciences de la terre, sciences de l'environnement en général. Elle servirait enfin à encourager le travail interdisciplinaire et la collaboration avec les universitaires de l'extérieur."

Mission française à l'UQAM

Le module de sciences techniques de l'UQAM a été l'hôte d'une mission française qui a séjourné au Québec du 22 mars au 5 avril 1974.

Cette mission formée de cinq professeurs, madame Gaudé, messieurs Le Lann, De Belley, Longeot et Aubert du Centre de formation des maîtres de Rennes, avait pour but de sensibiliser ces derniers à notre système d'enseignement et aux réalités socio-économiques québécoises.

Ces professeurs enseignent depuis trois ans à Rennes à des groupes d'étudiants québécois dans le cadre d'un programme de perfectionnement des maîtres (d'une année d'études) dans la spécialité "fabrication mécanique".

Le module de sciences techniques a participé il y a trois ans à l'élaboration de ce programme et a approuvé ledit programme aux fins de reconnaissance dans le baccalauréat spécialisé en enseignement professionnel de l'UQAM.

Le succès de cette opération de coopération a amené la Commission permanente France-Québec à reconduire de nouveau ce programme pour l'année universitaire 1974-1975.

Le programme d'activités de la mission, organisé par le module de sciences techniques en collaboration avec le service de la coopération avec l'extérieur du ministère de l'Éducation et le Centre de développement des enseignements technologiques (CEDET), comprenait entre autres:

- a) des tables rondes sur les structures et le fonctionnement de l'UQAM, sur le rôle de l'UQAM dans la formation des maîtres, sur l'application de la "pédagogie de situation dans la formation des maîtres de l'enseignement technique, etc.",
- b) une rencontre avec les ex-stagiaires québécois,
- c) une visite du Centre de recherches de la compagnie Domtar à Senneville,
- d) un séjour de trois jours à Québec organisé par le Centre de développement des enseignements technologiques (CEDET).

Le module a profité du séjour de ces spécialistes pour organiser un séminaire de deux jours à l'intention des étudiants du module sur l'enseignement des fabrications mécaniques en France.

Les principaux sujets traités dans les exposés ont été:

- l'analyse fonctionnelle des mécanismes,
- la cotation fonctionnelle appliquée,
- l'utilisation de la cotation fonctionnelle en vue de l'élaboration des gammes d'usinage,
- la place de la "mécanique" en fabrication mécanique,
- la liaison dessin-atelier.

Il faut souligner en terminant l'apport précieux apporté par le vice-doyen de la famille des sciences et le département des sciences de l'éducation au déroulement et au succès de la mission.

Norbert Gingras
directeur du module de sciences techniques

symposiums colloques

Le tourisme: un jeu en 1976

"Le tourisme: un jeu en 1976" est le thème d'un colloque qui aurait pu s'intituler "Le tourisme au Québec: l'enjeu de l'année 1976" et qui s'est déroulé le mercredi, 27 mars dernier, à l'Hôtel Bonaventure, sous les auspices du module d'administration de l'UQAM.

Plus de 150 représentants des différents secteurs de l'industrie touristique québécoise et étudiants du module d'administration ont participé activement à cette rencontre des plus animées. Le travail dans les huit ateliers portant sur les sujets suivants, présentés d'abord par un spécialiste et discutés ensuite par le groupe d'atelier: atelier I - Le tourisme: situation actuelle; atelier II et III - Jeux olympiques et développement de la capacité d'accueil; atelier IV - Jeux olympiques et développement de l'olympisme au Québec; atelier V - Jeux olympiques et développement des arts et de la culture au Québec; atelier VI - Jeux olympiques et promotion du Québec; atelier VII - Besoins en formation dans le secteur touristique; atelier VIII - Tourisme, an 2000.

Ces ateliers étaient animés par: MM. Yvon Allaire, Pierre Filiatrault, Jean-Louis Houle, Pierre Ménard, professeurs au département d'administration de l'UQAM, M. Michel

Tremblay, responsable de la section des Loisirs et Voyages de La Presse, M.M. Gaëtan Bouchard, président de COGEM Inc., M. Bernard Piché, professeur de l'Université McGill.

Les panelistes aux ateliers étaient: le Docteur Klaus Lukas, délégué commercial d'Autriche et représentant de l'Office national autrichien du Tourisme; M. Jacques Déry, président du Bureau de Recherche et de Développement économique, M. Pierre Morin, directeur général des Affaires publiques de la Chambre de Commerce de Québec; M. Paul Proulx, directeur du Centre de Recherche en Développement économique; M. Robert Huard, urbaniste-conseil de Ville de Laval; R.P. Marcel de la Sablonnière, directeur du Centre Immaculée-Conception; M. Jean-Louis Rameau, vice-président exécutif de l'Association des Hôtels du grand Montréal; M. Roy Deguire, directeur des relations publiques des Alouettes de Montréal; M. Pierre Proulx, directeur des Sports à Télé-Métropole; M. Jean Lafleur, adjoint au vice-président exécutif du COJO; M. Germain LeFebvre, conservateur associé du Musée des Beaux-Arts; Mlle Nicole St-Jacques, agent d'information, ministère des Affaires culturelles; M. Cyril Simard, directeur délégué de la Centrale d'artisanat du Québec; M. Guy

Pinard, chroniqueur au journal La Presse; M. Gilles Dubé, directeur de la section Tourisme au journal Dimanche-Matin; M. Guy Desormeaux, directeur du service des programmes (jeux olympiques) de Radio-Canada; M. Gervais Desrochers, secrétaire administratif du Comité de Management du COJO; M. Luc Sénécal, administrateur de l'Éducation permanente de l'Institut du Tourisme et d'Hôtellerie, Madame Florence Junca-Adenot, directeur du module d'administration de l'UQAM; M. Michel Ebacher, géographe, ministère du Tourisme; M. Jacques Demers, directeur de la Recherche, ministère du Tourisme; M. Paul Laliberté, directeur du Bureau de Montréal de l'Office de Planification et de Développement du Québec; M. Marcel Samson, de l'Institut National de Recherches scientifiques et de CRUR (UQAM).

Monsieur Robert Prévost, sous-ministre au ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, et Monsieur Yvar Dubois, directeur du Village Olympique, étaient les conférenciers d'honneur du colloque. Dans leur allocution, ils ont dégagé les questions principales qui se posent pour que nous puissions relever le défi de faire du tourisme, la première industrie, au Québec, en 1980.

Gestion-Québec 74

"Gestion-Québec 74", tel était le sujet d'un colloque qui s'est tenu dans les locaux du pavillon Sainte-Marie, le mercredi, 20 mars dernier. Cette rencontre réunissait des administrateurs, plus d'une centaine, de la moyenne et de la grande entreprise, et les étudiants du module d'administration.

Les participants à ce colloque se sont répartis en quatre ateliers de travail traitant les thèmes suivants:

- finance et comptabilité (atelier animé par Claude Mercier et Colin Longpré);
- personnel et services (atelier animé par J.L. Houle);
- production (atelier animé par Pierre D'Aragon);
- marketing (atelier animé par Pierre Filiatrault).

Cette journée a été l'heureuse occasion d'un échange entre les hommes d'affaires et les étudiants. En effet, le colloque "Gestion-Québec 74" leur a permis de confronter leurs perceptions, parfois fort différentes, des fonctions que les premiers remplissent quotidiennement et que les étudiants apprennent à l'Université et dans leurs travaux. Échange qui a sans doute facilité une meilleure compréhension mutuelle des deux groupes.

Parmi les sujets de discussion, mentionnons 1) la réalité du monde des affaires face à l'apport théorique des cours d'administration; 2) les nouvelles théories; 3) les parallèles et les divergences entre les tâches des divers administrateurs au sein de leurs entreprises respectives.

Le travail en ateliers a été suivi d'une plénière et d'un buffet, après lequel les participants se sont quittés en se disant très satisfaits de cette rencontre qui répondait à des besoins réels ressentis par les deux groupes.

Parmi les hommes d'affaires qui ont participé au colloque "Gestion-Québec 74", mentionnons: M. Léo-A. Dorais, recteur de l'UQAM, M. Pierre Gauveau, de Québecor, M. Jacques Cloutier, de la Banque d'Expansion industrielle, M. Jules Bélanger, d'Imperial Tobacco, M. R. M. Beaudry, de la compagnie Kraft Foods Ltée, MM. Normand Carrier et Pierre Poulin, de Johnson and Johnson, M. Marcel Théoret, de l'Association des Compagnies d'assurance-vie, M. Claude Lagacé, du groupe Les Coopérants, M. Aimé Viau, du Centre de Main-d'Oeuvre, M. Jean Lavoie, de l'Hydro-Québec, M. Jacques Laliberté, de IBM, M. G.M.R. Bélanger, de la Banque Royale, M. Claude Mercier, d'Imperial Tobacco, M. Onil Roy, de la Société de Développement industriel du Québec, M. Marcel M. Bois, de l'Imperial Oil, M. G.N. Be-tournay, de Shell Canada, M. André Lamarque, du groupe Les Coopérants, M. J.J. Martin, de Best Brands, M. M. Lemieux de la Banque Toronto-Dominion, et M. Guy Nantais, des marchés d'alimentation Métro.

L'énergie: une crise au visage multiforme

Les récentes hausses spectaculaires des prix du pétrole, les embargos imposés sur cette richesse naturelle par certains pays producteurs, la soif de pétrole quasi-insatiable des pays industrialisés, l'incertitude quant aux réserves mondiales, voilà autant de points qui défraient quotidiennement les chroniques des médias d'information. Le choix du thème "L'énergie: une crise au visage multiforme" était donc tout à fait indiqué pour le colloque annuel organisé à la fin-mars, à l'intention des étudiants de CEGEP par le module et le département des sciences économiques de l'UQAM.

Les récentes augmentations des prix de produits à base d'hydrocarbures sont-elles entièrement dues à l'action des pays producteurs, ou seraient-elles partiellement dues à la structure oligopolistique des grandes compagnies de pétrole, structure qui permettrait à ces dernières de profiter de la situation? Selon Monsieur Donald Patton, professeur à l'École des Hautes Études Commerciales, la firme plurinationale n'est pas géo-centrique, ses décisions stratégiques sont en général prises à la maison-mère et les objectifs particuliers à ses filiales seraient tributaires des stratégies issues de la maison-mère, autant de points qui mettent en cause le rôle qu'elle joue dans la poursuite des objectifs des collectivités nationales qu'elle dessert. Monsieur Patton a d'ailleurs terminé son exposé sur les firmes plurinationales productrices et distributrices de ressources énergétiques en s'interrogeant sur l'opportunité de créer des compagnies

nationales de pétrole ou d'instaurer des contrôles étatiques.

Pour Monsieur Pierre Mercier, analyste financier attaché à la maison de courtage Brault, Guy, Chapat et Associés, la place prédominante occupée par le pétrole dans la consommation énergétique au Québec (qu'il estime à 75%) met cette province dans une situation particulière. Et dans les circonstances actuelles, Québec devrait prendre la tête d'un mouvement visant à maintenir la situation actuelle dans laquelle le Canada, par la taxe à l'exportation sur le pétrole, peut combler l'écart entre le prix canadien et le prix du pétrole importé. Monsieur Mercier estime à \$400, par année par ménage l'effet d'une augmentation du prix du pétrole au prix mondial, soit \$10.50/baril, somme qu'il juge être assimilable à un impôt régressif imposé au contribuable québécois. La discussion qui s'engagea par la suite sur ce point fut des plus vives.

Monsieur Antoine Ayoub, professeur au département des sciences économiques de l'Université Laval et l'un des meilleurs spécialistes québécois des questions énergétiques, avait intitulé sa communication "Les dimensions de la crise de l'énergie: offre et formation des prix à l'échelle mondiale". Le phénomène le plus important, selon Monsieur Ayoub, n'est pas l'augmentation des prix du pétrole, mais son contrôle des pays producteurs. Suite aux nationalisations dans certains pays, aux accords de New-York de 1972, au système de redevance et

aux associations entre compagnies pétrolières et pays producteurs dans des découvertes éventuelles, un nouveau marché du pétrole a émergé, le marché OPEP. Et ce marché a révélé, selon l'expression du professeur Ayoub, la vérité sur les prix, vérité qui n'était pas disponible alors que le marché était contrôlé entièrement par les firmes plurinationales. Peut-on s'attendre maintenant à un cartel des pays producteurs? Monsieur Ayoub n'y croit pas, les divergences entre pays producteurs étant trop grandes et sur un trop grand nombre de points.

Quelles stratégies s'offrent donc aux pays producteurs? Ils pourraient suivre la route déjà parcourue par les grandes firmes productrices, mais en sens inverse, procéder à la formation d'un cartel et protéger ce dernier par l'intégration verticale de leurs activités, de l'extraction jusqu'à la distribution aux consommateurs. Si cette dernière voie semblait la plus profitable à Monsieur Jacques Parizeau, un des participants à la table ronde qui terminait le colloque, Monsieur Robert Pouliot, jugeait qu'il leur serait plus facile et rentable de s'accaparer de la plus grande part possible de la valeur ajoutée qui entre dans le produit fini, en érigeant chez eux les industries de transformation.

Les nombreuses interventions des participants ont prouvé que le colloque avait soulevé bien des questions et qu'il avait, avec sagesse, évité de donner trop de réponses.

Éléments d'une politique globale de l'environnement

Le Conseil Québécois de l'Environnement (CQE) a présenté les 15 et 16 mars 1974 à l'Hôtel Reine Elizabeth à Montréal un symposium qui portait sur les Éléments d'une politique globale de l'environnement.

Le Conseil Québécois de l'Environnement est une corporation privée qui se donne pour objectif de faire connaître et reconnaître le concept d'environnement au sens le plus large à tous les niveaux de la société comme dans toutes les sphères d'activité de la société. C'est une organisation bénévole qui regroupe pour l'instant surtout des scientifiques du monde universitaire, de l'entreprise privée et des organismes gouvernementaux ou para-gouvernementaux. Mais toute personne intéressée à l'environnement peut joindre le CQE qui est ouvert à tous.

Cette année le symposium a enregistré plus de 400 inscriptions, spécialistes, fonctionnaires, animateurs de groupes, des maires, des étudiants.

Le symposium a abordé trois (3) thèmes: I - Objectifs fondamentaux, qualité de vie, qualité de l'environnement; II - Possibilités économiques et qualité de vie; III - Implications écologiques et qualité de vie.

Le premier thème a été présenté par le Dr. Hans Selye, Directeur de l'Institut de Mé-

decine et de Chirurgie expérimentale de l'Université de Montréal, et par M. Eric Courdeau, économiste et ingénieur forestier canadien.

Le deuxième thème a été traité par le Dr. Jean McNeil, de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal. Enfin, le troisième thème a été développé par le Dr. Michel Jurdant et M. Vincent Girardin d'Environnement Canada ainsi que par le Dr. Jacques Bovet du département de biologie de l'Université Laval.

Le symposium a bien montré que la qualité de vie se dégrade parce que les "développeurs" ne se soucient guère de l'homme, que la notion de territoire est une ressource non renouvelable et limitée, que l'industrie pourrait concilier son développement avec les impératifs d'un meilleur environnement, et surtout qu'on n'arrivera jamais à corriger les graves erreurs faites à l'environnement, encore moins les empêcher à l'avenir, si on ne planifie pas. Or planifier, ça veut dire considérer en même temps tous les facteurs et les coordonner en un tout cohérent pour une utilisation maximum. Planifier implique surtout qu'on possède l'outil indispensable pour ce faire, à savoir le zonage, et qu'on l'applique. Planifier enfin suppose que le gouvernement met en place un organisme administratif centralisé.

C'est pourquoi, au dîner de clôture du symposium que présidait le Dr. Victor Goldbloom, ministre de l'Environnement, le conseil d'administration du Conseil Québécois de l'environnement (CQE) présentait trois résolutions:

1- La première demande: A- que les études écologiques en cours sur le territoire de la Baie James soient rendues publiques à mesure de leur parution et transmises au CQE; B- qu'à l'avenir, les études écologiques nécessaires et requises soient entreprises avant la mise en chantier de tout développement majeur. Le ministre a reçu favorablement cette résolution.

2- La seconde répond à un vœu des participants du symposium. Le CQE s'engage à organiser un colloque qui atteindrait une plus large partie de la population et un secrétariat permanent afin de poursuivre l'oeuvre d'éducation et de participation amorcée par le programme l'Homme et ses Ressources, pourvu que le gouvernement l'aide financièrement. Le ministre a aussi accueilli favorablement cette résolution et a assuré le CQE d'une aide financière.

3- La troisième demande que le gouvernement du Québec se dote d'un organisme central de planification, autonome mais redevable à une commission parlementaire. Cette résolution a fait l'objet d'un

long commentaire du ministre. Il a rappelé que l'OPDQ (L'Office de Planification et de Développement du Québec) est cet organisme central. Il relève du Conseil du Trésor il est vrai, mais est responsable devant un comité inter-ministériel de six (6) ministères (Affaires municipales, Ressources naturelles, Industrie, Tourisme, Agriculture, Terres et Forêts). Le CEQ ne pense pas toutefois que la structuration actuelle de l'OPDQ corresponde à sa demande.

En terminant, le ministre Goldbloom a rappelé que l'OPDQ se penche en priorité sur l'aménagement du territoire compris dans le triangle Montréal-Sorel-St-Hyacinthe. Dans ce cadre, on tiendra compte du projet Un Fleuve Un Parc présenté par la Fédération de la Faune. À cette fin, le ministre a décidé d'acheter trois (3) des îles de Boucherville comme première action. On va se pencher maintenant sur le gel des plus belles terres arables de ce territoire et planifier le développement récréatif, agricole, domiciliaire et industriel.

Espérons que ce beau plan ne restera pas un vœu pieux.

Yvon Pageau,
Professeur Sciences de la Terre,
UQAM
Membre du Bureau scientifique du
Conseil d'administration du CQE.

"Consommation et comportement organisationnel"

La communication "Consommation et Comportement organisationnel" de M. Jean-Charles Chebat, professeur au département des sciences administratives de l'UQAM, en collaboration avec le Dr. Georges Hénault, a été acceptée à la Conférence de l'Association Canadienne des Sciences Administratives qui se tiendra prochainement à l'Université de Toronto dans le cadre des conférences des Sociétés Savantes.

La communication traite des problèmes des restructurations des entreprises, privées et publiques, sous l'impact des associations de consommateurs et dans le contexte d'une idéologie nouvelle de consommation. De même le comportement et la prise de décision du consommateur doivent être modifiés pour s'adapter à l'environnement.

"La salle commune chez l'habitant québécois du XVIII^e siècle"

Du 28 février au 12 mars, s'est tenue à la Maison de la Sauvegarde dans le vieux Montréal, une exposition organisée par les étudiants au cours "patrimoine national" (histoire de l'art). On sait que l'Université du Québec a accordé, depuis sa fondation, une importance spéciale à l'étude des monuments anciens du Québec. Cette exposition dont le thème était "la salle commune chez l'habitant au XVIII^e siècle" est le résultat de recherches sur la maison traditionnelle à laquelle la collection d'art de l'UQAM a récemment consacré une très intéressante exposition.

La salle commune aux XVII^e et XVIII^e siècles servait à la fois de cuisine, de salle de séjour et de chambre à coucher. Elle fut par conséquent le centre nerveux de l'habitation, comme la cuisine l'est devenue au XIX^e siècle, et le reste encore souvent au XX^e siècle.

Ce fut le climat qui a dicté l'évolution de cette pièce; l'obligation de la bien chauffer obligea pendant longtemps les constructeurs à limiter les divisions des pièces et la hauteur des plafonds. Le mobilier se fait donc petit et simple, car l'importance de l'espace doit tenir compte de la liberté d'action des membres souvent nombreux de la famille. Les meubles sont peu nombreux, fonctionnels, pouvant parfois se plier et se ranger le long des murs pour que l'espace vital puisse être utilisé au maximum, surtout durant le long hiver, quand la famille s'y trouve réunie.

Cette exposition ne se voulait pas un étalage de meubles rares et de grande qualité. L'habitant québécois n'en possédait pas, étant généralement de condition fort modeste. Le but était de reconstituer l'esprit communautaire de cette pièce et d'étudier en particulier le développement de certains meubles ou objets durant le XVIII^e siècle. L'exposition fut complétée par un catalogue explicatif et un diaporama. Pour cette occasion, la maison de la Sauvegarde a gracieusement consenti à prêter ses locaux qui se prêtaient merveilleusement à l'esprit qu'on a voulu en dégager. Deux autres compagnies, CIL (Canadian Industries Limited) et Imasco, ont accordé des subventions à la recherche.

L'exposition a connu un succès certain, puisqu'elle a attiré près de 4,000 visiteurs, sans parler de l'espace et du temps que lui ont consacrés les journaux, la radio et la télévision.

Bref

M. Jean-Claude Lavigne, professeur au département de linguistique, assistait, du 4 au 7 mars dernier, à la Convention of the Organisation of Teachers of English to Speakers of Other Languages (TESOL) à Denver, Colorado. Son collègue du même département, M. Jacques Labelle, assistait, du 6 au 9 mars, au Symposium on Romance Linguistics à Austin, Texas.

OOO

Dans le cadre de son programme d'animation pédagogique au sein de l'université, le Centre d'Application des Media Technologues à l'Enseignement et à la Recherche (CAMTER) offrait au début d'avril deux ateliers pédagogiques: **Introduction à la technologie éducative et Enseignement assisté par ordinateur.** Ces ateliers ont reçu une trentaine de professeurs et de professionnels de l'UQAM désireux de s'initier à ces questions et d'acquérir une compétence de base face à la technologie de l'enseignement. La technologie est ici entendue dans le sens de systématisation de l'enseignement et non dans le sens d'équipement audio-visuel.

OOO

MM. Bernard Lefebvre, Guy Allard, Claude Paquette, de la famille formation des maîtres, ont assumé la supervision des étudiants au stage international à Cap d'Ail, en France, du 28 février au 15 mars dernier.

OOO

MM. Jean-Guy Meunier et Philippe Duchastel, de CAMTER, ont représenté l'UQAM à la First British Conference on Computer in Higher Education qui s'est tenue à Manchester, Angleterre, du 23 au 30 mars dernier.

OOO

M. Vito Ahtik, professeur au département de sociologie, a présenté une communication au Colloque international sur les modèles culturels à Hambourg, Allemagne, du 14 au 19 mars dernier.

OOO

M. Gilles Tassé, professeur et chercheur au Laboratoire d'Archéologie de l'UQAM, participait récemment (du 6 au 10 mars) à l'Assemblée annuelle de l'Association canadienne d'archéologie (ACA), à White Horse, petite ville de 12,000 habitants, au Yukon. "Dans cette petite ville, raconte-t-il, halte de l'époque de la ruée vers l'or, on trouve encore des chercheurs du précieux métal. Il y a des familles qui se font de la cueillette des pépites un passe-temps de plus en plus intéressant à mesure que le prix de l'or augmente."

Plus de 150 universitaires, venus de tous les coins du pays, ont assisté à cette rencontre: anthropologues, archéologues, chercheurs de formation se rattachant à l'étude des civilisations anciennes. Les nombreuses communications et les ateliers portaient surtout sur les recherches en cours et sur les méthodes nouvelles, en particulier sur les méthodes statistiques pour l'analyse des vestiges archéologiques, l'établissement de la densité de répartition dans les sites, et sur les nouvelles applications de la technique de datation des arbres par l'épaisseur relative de leurs cercles de croissance (dendrochronologie).

OOO

M. Pierre Richard, professeur au département de physique, a participé au "Note Advanced Study Institute" à Erice, en Sicile, du 22 mars au 12 avril.

OOO

M. Bernard Carnois, professeur au département de philosophie, participe du 6 au 19 avril au Congrès international sur Kant et à un séminaire sur Husserl, à Mayence, en Allemagne, et à Paris.

OOO

M. Paul Pupier, professeur au département de linguistique, participera au XIV^e Congrès international de linguistique et philosophie romane, à Naples, du 15 au 20 avril prochain.

OOO

Le jeudi, 7 mars dernier, le vice-doyen de la famille des Sciences humaines de l'UQAM, M. Claude Corbo, rencontrait quarante (40) étudiants-adultes de l'Université d'état du Michigan. Le sujet: l'éducation des adultes et, plus particulièrement, l'éducation des adultes à l'UQAM. Ces étudiants-adultes du groupe New Horizon venaient ainsi clôturer au Québec un programme de formation de trois années. Il était formé des leaders de différents milieux de Détroit. L'exposé de M. Corbo fut vivement apprécié et les visiteurs se sont montrés fort curieux des multiples facettes de la vie québécoise, de la maternelle à la structure industrielle, en passant par le système politique, les transports en commun, le nouveau campus de l'UQAM et le statut de la langue française. Bref, ce fut presque un essai sur la société québécoise en trois heures... et en anglais.



M. Claude Corbo

OOO

M. Georges Molins Ysal, professeur au département d'économie, participera à la Vie Conférence on Input-Output Techniques, du 22 au 26 avril prochain, à Vienne, Autriche.

Paléo-Québec

PALÉO-QUÉBEC, tel est le titre d'une nouvelle collection de publications qui vise à regrouper et à diffuser rapidement des textes concernant les travaux et recherches en archéologie et en paléocologie effectués par les universitaires québécois.

Le vendredi 5 avril, a eu lieu à l'UQAM, le lancement de cette série dont l'UQAM assume la publication des premier et troisième cahiers. Les organismes éditeurs se trouvent, en effet, dans différentes universités, et chacun d'eux est responsable des cahiers qu'il publie, tandis que la diffusion est assurée par l'UQTR.

Le comité d'édition de PALÉO-QUÉBEC est composé de: M. Alexis Klimov, directeur du Centre de Recherche en Histoire des Religions et en Archéologie Préhistorique de

l'UQTR, M. Patrick Plumet, responsable du Laboratoire d'Archéologie de l'UQAM, M. Roger Lejeune, directeur du Centre d'Études Nordiques de l'Université Laval et M. Pierre Richard, responsable du Laboratoire de Paléobiogéographie et de Palynologie de l'UQAC.

Le laboratoire d'Archéologie de l'UQAM s'est rendu responsable du premier cahier de la série, lequel s'intitule "Recherches archéologiques et paléocologiques au Nouveau Québec" et contient des textes rendant compte de la partie archéologique de la mission interdisciplinaire "Hudsonie 72" du CEN sur la côte est de la Baie d'Hudson, ainsi qu'un compte rendu préliminaire de la mission "Ungava 73" au nord-ouest de la

Baie d'Ungava. Le troisième cahier, qui paraîtra peu de temps après le premier, s'intitule "Archéologie du Nouveau Québec; sépultures et squelettes de l'Ungava", et a été conçu en collaboration par MM. Patrick Plumet (UQAM) et Raoul Hartwig (Université de Paris).

PALÉO-QUÉBEC publiera plusieurs types de textes: des rapports préliminaires qui font suite aux missions sur le terrain dans le territoire québécois afin que ces rapports soient le plus rapidement possible à la disposition des chercheurs; des monographies et des travaux de synthèse concernant l'occupation humaine ancienne et les différents aspects du milieu dans lequel cette occupation s'est développée; des textes d'intérêt méthodologique.

Formation et emploi des scientifiques

Le Conseil des sciences du Canada publiait récemment son Etude spéciale numéro 28 intitulée "Formation et emploi des scientifiques", dont les auteurs sont MM. Archibald D. Boyd et Andrew C. Gross.

Cette étude est axée sur les rapports entre formation et emploi, et elle a été réalisée à partir des réponses des diplômés des sciences physiques interrogés à ce sujet. Les tendances à la spécialisation des études scientifiques, ainsi que celles de l'emploi ont une forte incidence sur le contenu des programmes d'enseignement des sciences et sur les attitudes des intéressés.

La réalisation de l'Etude spéciale numéro 28 découle de la conviction que les rapports entre formation et emploi sont d'importance capitale pour les cadres spécialisés, et en particulier pour les diplômés des sciences. La stabilisation récente du nombre des inscriptions à l'université, ainsi que des crédits consacrés à la recherche, et les préoccupations au sujet de l'emploi des diplômés des sciences, ont motivé les auteurs de l'étude à chercher de meilleurs critères d'évaluation de l'utilisation judicieuse ou malavisée des scientifiques, et à apporter ainsi une contribution à la résolution des problèmes qui se posent à la société canadienne, aux diplômés des sciences et à ceux qui s'intéres-

sent au rôle de la science et des scientifiques dans la société.

Après de brèves analyses et une récapitulation des ouvrages parus sur le sujet, les auteurs ont décidé de procéder différemment, et de faire une analyse de cas particuliers, au lieu d'une étude de l'offre et de la demande d'emplois. Ils ont déterminé comment certains scientifiques, canadiens, hommes et femmes, titulaires d'un diplôme de spécialisation en chimie ou en physique, utilisent ce qu'ils ont appris à l'université, et ce, à partir du jugement qu'ils portent sur leur passé et sur leur situation présente. Une étude complémentaire sur le couplage université-industrie est en cours de réalisation au Conseil des sciences; cette enquête, menée auprès des établissements d'enseignement et des entreprises permettra de voir l'autre côté de la médaille, à savoir le point de vue de l'employeur.

Formation

Les inscriptions d'étudiants désireux de faire des études scientifiques dans les universités canadiennes ont augmenté rapidement, quoique les dernières années aient connu un certain ralentissement, et il a fallu que les installations s'étendent en conséquence. Les étudiants du 1^{er} cycle se sont surtout intéressés aux sciences pures, alors

qu'aux cycles supérieurs les sciences appliquées étaient en vogue.

Emploi

Depuis une vingtaine d'années le traitement moyen des diplômés scientifiques, comme celui des autres cadres spécialisés, a augmenté tant en valeur absolue qu'en valeur relative; cependant, cette croissance est moins prononcée depuis quelques années. Le taux de chômage des diplômés est demeuré négligeable. La répartition des scientifiques dans les emplois, les branches industrielles et les fonctions est conforme aux exigences des employeurs. La situation chez les scientifiques immigrés, dont le nombre s'est accru considérablement pendant les années soixante, comparativement aux années cinquante, est la même. La mobilité des scientifiques a été assez grande, l'Ontario en attirant le plus grand nombre. On croit qu'au cours de la présente décennie, le marché de l'emploi de ces diplômés atteindra un certain équilibre ou favorisera l'employeur, plutôt que le chercheur d'emploi comme au cours des années passées.

Participation

Si l'on considère les taux d'intégration à la population active, on peut dire que les scientifiques participent totalement à l'activité générale. Même chez les femmes, surtout

avant et après les années de maternité, le taux d'intégration est élevé. En général, les niveaux de traitement augmentent avec l'âge. Les scientifiques qui ont quitté le Canada sont en général plus jeunes et mieux qualifiés que ceux qui travaillent au pays.

Recommandations

Après étude de la situation qui prévaut en matière de formation et d'emploi des scientifiques, et examen des problèmes qui se posent à ce niveau, les auteurs de l'Etude spéciale numéro 28 présentent une série de recommandations qui s'adressent, les unes aux individus, d'autres aux établissements d'enseignement, d'autres au secteur industriel et enfin, d'autres à l'administration publique.

On peut se procurer l'Etude spéciale numéro 28 du Conseil des sciences du Canada aux comptoirs d'Information Canada.

LE TRICYCLE

VOL. 2, NO 7
avril

1974

Production du service des publications de l'UQAM (téléphone : 876-3040)

Responsable: Huguette Roberge
Maquette: Pierre Boutin
Photographies du service de l'audio-visuel de l'UQAM